RÉMI KOUAMÉ
OUSSOU

ALASSANE OUATTARA

LE DÉFI
DE LA GOUVERNANCE
EN CÔTE D'IVOIRE

PRESSES **U**NIVERSITAIRES
DU **N**OUVEAU **M**ONDE

2024

Copyright 2024 by Rémi Kouamé Oussou.

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted, in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise, without the prior written permission of the Publisher. Published in France and the USA by Les Presses Universitaires du Nouveau Monde. Printed by Bookmundo in the Netherlands.

E-mails: punouveaumonde@aol.com; punouveaumonde@gmail.com

Visit our award-winning web pages: www.punouveaumonde.com

www.unprsouth.com

Rémi Kouamé Oussou.

Alassane Ouatarra. Le défi de la gouvernance en Côte d'Ivoire.

Préface by Alain Saint-Saëns: 'Alassane Ouattara, Père Bâtisseur de la Côte d'Ivoire devant l'Histoire'.

First French Edition. 146 pages.

Front Cover Design by Stan Duchêne. Photo: Alassane Ouattara. Reproduced with Permission.

1. History of Africa. 2. Political Sciences. 3. Ivory Coast. 4. Alassane Ouattara. 5. Ivorian Crisis. 6. Laurent Gbagbo. 7. Félix Houphouët-Boigny. 8. Henri Konan Bédié. 9. Alain Saint-Saëns. 10. Rémi Kouamé Oussou.

ISBN: 978-1-952799-54-9

2024

À mes enfants,

OUSSOU Sarah Elielle et OUSSOU Yao Ephraïm Shalom.

« Il est temps, grand temps que chaque Ivoirien, quels que soit sa condition et son rang social, se demande: ai-je fait, bien fait pour mon pays, ce que je dois ?»

Félix Houphouët-Boigny

TABLE DES MATIÈRES

Dédicace	3
Table des Matières	4
Préface: 'Alassane Ouattara, Père Bâtisseur de la Côte d'Ivoire devant l'Histoire', par Alain Saint-Saëns, Professeur, Institut des Hautes Études Stratégiques (Paraguay)	5
Avertissement au lecteur	12
Avant-propos	13
Sigles et acronymes	14
Liste des tableaux	17
Liste des graphiques	18
Liste des cartes	18
Introduction	19
Partie I : Le contexte post-crise de 2010-2011	23
Chapitre I : Bref rappel historique des faits	25
Chapitre II : Analyse du conflit ivoirien	33
Chapitre III : Le tournant des années 2000	39
Partie II : Les défis de la reconstruction post-crise	45
Chapitre IV : Les multiples impacts du conflit ivoirien	47
Chapitre V : De la reconstruction au relèvement	69
Chapitre VI : De profondes réformes structurelles	79
Partie III : Perspectives	95
Chapitre VII : Les avantages comparatifs de la Côte d'Ivoire	97
Conclusion	141
Références bibliographiques	143

ALASSANE OUATTARA,
PÈRE BÂTISSEUR DE LA CÔTE D'IVOIRE
DEVANT L'HISTOIRE

L'Histoire a coutume de juger les hommes politiques à l'aune de leur action. Alassane Ouattara, Président de la Côte d'Ivoire depuis mai 2011, mais déjà sur le terrain de la gouvernance en tant que Premier Ministre de novembre 1990 jusqu'en 1993, ne pourra échapper à son regard inquisiteur. Indissociable du Président Fondateur Félix Houphouët-Boigny qui lui octroie l'onction politique, Alassane Ouattara s'est affirmé mandat après mandat, contre vents et marées, comme le grand Président Bâtisseur de son pays. Si 'le Vieux' pouvait être comparé à Jules César dans l'Histoire de Rome ou au Président George Washington dans celle des États-Unis, ADO, lui, tient d'Octave Auguste, premier Empereur chantre de la *Pax Romana* et de la réforme administrative, et tout à la fois des Présidents Thomas Jefferson et Abraham Lincoln, par l'étendue de son œuvre réconciliatrice, éducative et humanitaire, qui va bien au-delà du simple exercice du pouvoir.

Économiste de grand talent formé à la Penn de Philadelphie aux États-Unis où il obtient son Master en Économie, Gouverneur de la BCEAO avant de devenir Directeur Général Adjoint du FMI, visionnaire critiqué pour sa politique de rigueur budgétaire avant d'être salué tant par les siens que par l'Afrique pour les résultats effectifs de la relance mise en place, Alassane Ouattara n'a eu de cesse de lutter pour la reconnaissance de son ivoirité, au péril même de sa vie lors du conflit ivoirien de funeste mémoire, et pour son droit inaliénable à exercer la Présidence de son cher pays. Aujourd'hui, bientôt proche du terme de son troisième mandat à la tête de l'État, et plus que jamais conscient de la nécessité de passer le relais à une nouvelle génération d'hommes et de femmes qu'il a voulu et su former dans l'exercice des postes ministériels, le Président Alassane Ouattara peut fort justement cheminer aux côtés de l'Histoire enquêtrice, tels deux philosophes stoïciens grecs du Portique, et lui montrer les réalisations grandioses qui souvent portent son nom et laisseront sa marque inaltérable dans le paysage tant social et économique, qu'humain, culturel et architectural de la Côte d'Ivoire. Comme le déclare le journaliste ivoirien Bledson Matthieu, prophétisant sur la Côte d'Ivoire de demain grâce à l'action créatrice pionnière du Président Alassane Ouattara : 'Âme de bâtisseur ? C'est avoir en permanence à l'esprit la construction de son pays. C'est bâtir pour les générations d'aujourd'hui et surtout celles de demain'.

Alassane Ouattara, a toujours cherché à bâtir la Côte d'Ivoire en intégrant une dimension humanitaire dans son action politique et ce, dès le début. Déjà en tant que Premier Ministre, il crée en 1990 la carte de séjour pour les étrangers. Plus de trente ans plus tard, elle est réactivée en février 2023 et la décision du désormais Président Alassane Ouattara est saluée par la Coalition Nationale pour le Sursaut (la CONASU).

Son Président, Zanga Coulibaly, y voit ‘une décision républicaine du Président et du gouvernement […] qui permet aux autorités de planifier un développement harmonieux pour tous’. Elle est enfin le symbole, selon cette même CONASU ‘d’une Côte d’Ivoire en paix, stable et qui sait accueillir ses frères’, une *Pax Ivoiriana* en quelque sorte.

Peu de temps après son arrivée à la Présidence, Alassane Ouattara fait adopter par les ministres du gouvernement Guillaume Soro une ‘Charte d’éthique’. Elle vise, selon les termes du Président Alassane Ouattara, à ‘moraliser la vie publique et à rompre avec une pratique pernicieuse érigée en mode de gestion […] Ce code déontologique doit permettre à la Côte d’Ivoire de regagner la confiance des investisseurs internationaux’. Dans la vision d’Alassane Ouattara, la main droite levée de chaque Ministre prêtant serment devant lui, est ‘un geste historique’, premier pas vers la réconciliation salvatrice de tout le peuple ivoirien. Et Alassane Ouattara de dénoncer ‘la course effrénée à l’enrichissement illicite, le trafic d’influence, les abus de biens sociaux, le clientélisme, les détournements en tous genres’, facteurs de gangrène de la vie sociale et économique qu’il faut éliminer pour bâtir une société ivoirienne plus juste, plus égale et plus humaine. Dès son arrivée au pouvoir, Alassane Ouattara exprime sa grandeur visionnaire qui l’élève au rang d’un Abraham Lincoln lors de son Discours de Gettysburg du 19 novembre 1863 aux États-Unis ou d’un Nelson Mandela en Afrique du Sud, ‘icône mondial de la réconciliation’ selon Desmond Tutu, lors de son Discours d’Inauguration comme Président de son pays le 10 mai 1994 : en effet, le 11 avril 2011, le nouveau Président ivoirien annonce, dans une allocution mémorable, sa volonté de ‘créer une commission vérité et réconciliation qui fera la lumière sur tous les massacres, crimes et autres violations des droits de l’homme’ et il appelle ‘à s’abstenir de tout acte de représailles et de violences’. Le Décret sera signé le 20 juillet 2011.

Aidé de la Première Dame, Dominique Ouattara, qui préside le Comité National de Surveillance, Alassane Ouattara étend en 2012 son action humanitaire contre le travail des enfants en Côte d’Ivoire. Près de huit cent mille gamins, dont beaucoup viennent du Burkina Faso et du Mali, sont exploités dans les plantations de cacao. Deux mille en ont déjà été sortis et scolarisés, selon le Comité, grâce à l’intervention de la Police, et quelque trois cents personnes ont été jugés et condamnés pour trafic d’enfants entre 2012 et 2020.

Dans son discours du 5 septembre 2023, lors de la dixième remise du Prix National d’Excellence, le Président Alassane Ouattara déclare fermement: ‘Je tiens à réaffirmer mon engagement à continuer de soutenir notre jeunesse et à garantir les meilleurs conditions de leur plein épanouissement et leur participation active à la construction de notre pays’. En dix ans, 651 lauréats ont été récompensés, chacun recevant un diplôme, un trophée et un chèque de 10 millions de Francs CFA. Déjà, lors de sa prestation de serment le 14 décembre 2020, le Président Alassane Ouattara avait martelé : ‘L’éducation est un droit inaliénable pour tous les enfants de notre pays. Je

ne ménagerai aucun effort pour préserver et garantir ce droit fondamental'. Et le Président de préciser : 'Je réaffirme mon engagement en faveur de l'école obligatoire et la gratuité de l'école publique pour les enfants de 6 à 16 ans' qu'il avait élevé au rang de loi le 17 septembre 2015. Alassane Ouattara n'en a pas oublié pour autant d'aider les écoles privées. Ainsi, lors de son premier mandat présidentiel en avril 2013, fait-il décaisser, deux enveloppes, l'une de 5,8 milliards de Francs CFA d'abord, puis une autre de 15 milliards deux semaines plus tard, pour apurer partie des arriérés de frais d'écolage des établissements d'enseignement privés laïcs.

'Aucun développement ne sera possible sans une éducation de qualité', avait déclaré le Président Alassane Ouattara dès son accession à la magistrature suprême en 2011, ajoutant que pour cela il fallait 'bâtir un système éducatif crédible et performant'. Les résultats sont au rendez-vous. En 2011, l'on comptait 242 collèges et lycées ; en 2020, il y en a 549. Le taux d'achèvement au primaire est passé de 59,1% en 2011 à 82,15% en 2020. L'accent a été mis aussi, surtout en milieu rural, sur la scolarisation des filles. L'indice de parité filles/garçons est passé de 0,86% en 2011 à 0,99% en 2018 au Primaire et de 0,74% en 2011 à 0,86% en 2018 au Secondaire. L'évolution des taux d'achèvement au Primaire pour les filles est particulièrement significative: l'on est passé de 52,1% en 2011 à 82,2% en 2020.

L'action du Président Alassane Ouattara, relayée par des ONGs comme Femmes de Salem, Internationale, dont la priorité, selon sa Présidente Boussou Bintou Coulibaly, est 'le bien-être de l'enfant, de la jeune fille et de la femme', a permis aussi de faciliter le travail des mamans aux champs ou au bord de la route en scolarisant leurs enfants à la garderie rurale de Boussoukro visitée en mars 2023 par une délégation des épouses des Ambassadeurs accrédités en Côte d'Ivoire, de s'attaquer à la prostitution des jeunes filles et des femmes avec un accompagnement holistique et éducatif des victimes dans la capitale Abidjan à partir d'août 2018, et, à travers le Programme Aigles de Salem, 'd'accompagner les jeunes dans la réalisation de leurs projets personnels par le développement d'une culture entrepreneuriale'. Le Président Alassane Ouattara ne dit pas moins le 14 décembre 2020 : 'Nous allons multiplier sur l'étendue du territoire national les centres de formation professionnelle, afin d'offrir une seconde chance à nos jeunes sortis trop trop du système scolaire'.

Aujourd'hui, la structure hiérarchique du Ministère de l'Éducation Nationale ivoirien avec les DRENs, les IEPPs et les Conseillers Pédagogiques, encadre parfaitement le projet pionnier en matière d'éducation du Président Alassane Ouattara et en assure la bonne réalisation. La création le 17 novembre 2023 par l'IEPP de Bingerville, Madame Paméla Diop, et sa Conseillère Pédagogique, Madame Marceline Esmel, de la Fédération des Directeurs et Directrices d'École à Bingerville-Est est une bonne application de cette volonté présidentielle d'établir une collaboration effective et cordiale entre les maîtres d'œuvre des deux systèmes public et privé. En ce sens, Alassane Ouattara, qui a étudié à l'Institut de Technologie de Drexel dans le Missouri puis dans l'Est des États-Unis à l'Université de Pennsylvanie, s'inscrit parfaitement

dans les pas du troisième Président américain Thomas Jefferson, fondateur de l'Université de Virginie à Charlottesville en 1819, qui fut le premier à soutenir que sa nation nouvellement indépendante avait besoin d'un système d'éducation et que l'argent des contribuables pouvait être utilisé pour le financer.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2011, le Président Alassane Ouattara a considérablement amélioré les infrastructures de la Côte d'Ivoire, à tel point que René Tiécoura a pu parler de 'Boom des infrastructures' pour la période allant de 2011 à 2020. 40.000 kilomètres de routes et de pistes rurales ont été réhabilités. 22 ponts ont été construits à travers le pays, 545 kilomètres de routes neuves interurbaines ont été bitumés, 115 kilomètres d'autoroutes et 245 kilomètres de voirie ont été réalisés. Les trois ponts terminés ou en passe de l'être sous la présidence d'Alassane Ouattara, marquent sa volonté de désenclaver l'agglomération du Grand Abidjan et affirment de manière visible l'étendue du renouveau économique de la Côte d'Ivoire. Bien que la première pierre du troisième pont, prévu pour désengorger les ponts Charles de Gaulle et Félix Houphouët-Boigny, ait été posée le 18 janvier 1999, il faudra attendre la cérémonie officielle du 7 septembre 2011, à laquelle assistent le Président Alassane Ouattara et l'ancien Président Henri Konan Bédié dont le pont portera le nom (HKB), pour que le chantier soit relancé. L'ensemble de la construction qui a employé quelque 1500 ouvriers, dont 90% d'Ivoiriens, a été assurée par le Groupe Bouygues pour un total de 152 milliards de Francs CFA et a requis la collaboration d'ingénieurs ivoiriens et français au sein de l'Institut Polytechnique Houphouët-Boigny. Le Président Alassane Ouattara a voulu faire de la construction de ce pont, premier grand chantier de sa présidence, non seulement le symbole de la renaissance et de la réconciliation de la Côte d'Ivoire mais aussi un exemple à méditer pour les jeunes générations. Il n'est donc pas étonnant que des écoles de toute la région aient été invitées à venir visiter le chantier. Le pont est finalement inauguré le 16 décembre 2014.

L'intelligence politique du Président Alassance Ouattara apparaît également dans son choix des noms des ponts qui passeront à la postérité. Non seulement le troisième pont porte le nom du successeur de Félix Houphouët-Boigny, mais le quatrième pont, voie express qui reliera les communes de Yopougon, Attécoubé et Adjamé sur une longueur de 7,2 kilomètres, devrait porter le nom du prédécesseur d'Alassane Ouattara à la Présidence, Laurent Gbagbo, comme annoncé le 3 mai 2023. Geste d'apaisement après un regain de tension avant les élections de septembre 2023, main tendue vers l'opposition, mais peut-être plus encore sceau du patriarche sur l'histoire successive et tumultueuse de son pays à travers les cinq noms des ponts : Charles de Gaulle, Félix Houphouët-Boigny, Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo et tout naturellement, Alassane Ouattara pour le cinquième pont. Le passage réussi du Président ivoirien au FMI lui a non seulement donné une grande culture économique et financière internationale, mais aussi ouvert toutes les portes des plus grande banques mondiales : le Président de la Banque Africaine de Développement, le Rwandais Donald Kaberuka, est présent aux côtés du Président Alassane Ouattara lors de l'inauguration du troisième pont ; son successeur en 2015, le Nigérien Akinwumi

Adesima, finance, lui, avec l'État ivoirien, la construction du quatrième pont dont la construction est confiée à l'entreprise chinoise China State Construction Engineering Corporation. Le cinquième pont, inauguré le 12 août 2023, relie la commune de Cocody à celle du Plateau sur un itinéraire de 1,6 kilomètre. Conçu par l'architecte auteur de la basilique de Yamassoukro, Pierre Fakhoury, financé par la Banque Islamique de Développement, il a été construit en 45 mois par la China Road and Bridge Corporation. Le Président Alassane Ouattara déclare dans son discours avant d'être le premier à franchir le pont en voiture : 'L'événement qui nous réunit aujourd'hui est exceptionnel! Il s'agit de l'inauguration d'une œuvre architecturale d'une rare beauté, qui donnera encore plus d'éclat à notre capitale économique et contribuera ainsi à son rayonnement'. Le métro et le bus rapide de transport (BRT) qui ne sont pas sans rappeler le Bay Area Rapid Transit (BART) de San Francisco aux États-Unis, financés par un prêt de la Banque Mondiale, permettront de transporter quelque 300.000 passagers par jour et viendront rehausser encore plus l'impact de l'action infrastructurelle du Président Alassane Ouattara.

Conscient que rien ne pourra être bâti durablement si les frontières ne sont pas sécurisées et la paix intérieure recouvrée, le Président Alassane Ouattara assume lui-même la charge de Ministre de la Défense du 13 mars 2012 au 19 juillet 2017, avant de céder ce poste hautement stratégique à Hamed Bakayoko. Le Président nomme Téné Birahima Ouattara à la tête du Ministère de la Défense quand Hamed Bakayoko entre en phase terminale de son cancer. Le discours d'échange de vœux du 5 janvier 2023 du Président Alassane Ouattara devant les forces de défense et de sécurité est révélateur de sa pensée profonde. Il insiste d'abord sur l'importance de 'maintenir le climat de paix et de quiétude dans notre pays, nécessaire à la mise en œuvre de la politique sociale du gouvernement et des grands chantiers de la République'. Il leur faut également 'en tous les cas et en tous temps, assurer la protection des personnes et des biens'. Parallèlement, le Ministre de la Défense, frère du Président, assure la direction des services de renseignement et des questions sécuritaires. En février 2019, il a pris la tête de l'unité de lutte contre le grand banditisme en tant que Commandant en Chef. Le Président ajoute dans son discours de vœux : 'La défense opérationnelle du territoire devra être maintenue […] la sécurité sur les plateformes portuaires et les eaux intérieures accrues'. La menace djihadiste dans le Nord du pays, après deux attaques armées à la frontière avec le Burkina Faso, entre 2020 et 2021, a obligé le Kafolo Safari Lodge qui accueillait plus de 6000 vacanciers venus visiter le Parc National de la Comoé à fermer ses portes. La fusillade de Grand Bassam le 13 mars 2016 qui fait officiellement 19 morts, dont 3 soldats des forces ivoiriennes, et 16 civils dont 4 Français et 2 Libanais, est revendiquée par Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). Ces deux attentats terroristes sont révélateurs de la fragilité de la Côte d'Ivoire devant la menace djihadiste et de la difficulté que les forces armées et de sécurité peuvent avoir à garantir 'la paix et la quiétude' que leur demande le Président Alassane Ouattara. Deux jours après la cérémonie des vœux de janvier 2023, le Président accueille les 46 soldats ivoiriens grâciés par le Mali après avoir été

condamnés à 20 ans de prison et détenus là-bas pendant six mois. Loin de chercher revanche, le Président Alassane Ouattara, en fin stratège et diplomate qu'il est, tend alors la main aux dirigeants du Mali : 'Bien évidemment, maintenant que cette crise est derrière nous, nous pourrons reprendre des relations normales avec le pays frère qu'est le Mali, qui a besoin de nous et dont nous avons besoin également'.

De cet intérêt marqué du Président Alassane Ouattara pour l'Éducation et la Défense dans une perspective tant intérieure qu'extérieure, quatre profils se dégagent du vivier politique qu'il a patiemment concocté. Deux femmes d'exception d'abord, appelées sans doute à un avenir encore plus radieux dans les années qui viennent. Kandia Camara, actuelle Présidente du Sénat depuis octobre 2023, fut Ministre de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation dans plusieurs gouvernements de la présidence Ouattara, puis, d'avril 2021 à octobre 2023, Ministre d'État et Ministre des Affaires Étrangères. Elle a contribué à mettre en place le système éducatif ivoirien performant, possède l'expérience à l'international, a noué les contacts essentiels pour mener à bien une politique étrangère de qualité, et occupe maintenant l'un des postes majeurs de la gouvernance, adoubée pour ce faire par Alassane Ouattara. Aidée possiblement par la Vice-Présidente du Sénat Chantal Fanny expérimentée dans les domaines des Affaires Étrangères de la chambre haute et de l'Éducation sur le terrain, Kandia Camara pourra légitimement prétendre un jour accéder à la magistrature suprême. La Docteure Mariatou Koné pourrait bien marcher sur ses traces, à en croire son parcours universitaire et gouvernemental. Professeure d'Anthropologie à l'Université Félix Houphouët-Boigny, elle a occupé d'abord trois ministères sociaux de janvier 2016 à avril 2021, avant de se voir offrir le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation. Kandia Camara et Mariatou Koné incarnent l'ascension irrésistible des femmes dans la vie politique ivoirienne, au niveau gouvernemental comme aux niveaux local et régional.

Ce sont ensuite deux hommes qui ont pris l'ascendant dans la mouvance du Président Alassane Ouattara. Téné Birahima Ouattara, actuel Ministre d'État, Ministre de la Défense, frère cadet du Président, a pu se familiariser avec la gouvernance au plus près en étant d'abord Ministre des Affaires Présidentielles à partir de mars 2012. Son intérêt pour le renseignement et la sécurité auprès du Président le désignait pour assumer à terme le Ministère de la Défense, par intérim d'abord en mars 2021 puis pleinement par la suite. Économiste de formation et banquier de haut niveau, il a considérablement assaini la Trésorerie de la Présidence. Il a été également Directeur Général de l'Institut International pour l'Afrique. Ancré dans la vie politique locale, il est Député Maire de Kong et également Président du Conseil Régional du Tchologo depuis 2018. Il est bien préparé pour de plus hautes responsabilités futures. Quant à Adama Bictogo, à peine élu Président de l'Assemblée Nationale le 7 juin 2022, il est allé le lendemain remercier celui qu'il considère comme son mentor en politique depuis plus de trente ans, le Président Alassane Ouattara. À son contact, il a appris aussi qu'il ne fallait pas être trop impatient sur la route de la gouvernance et, élu

depuis peu Maire de Yopougon en septembre 2023, le voilà bien positionné. Ancien Ministre et homme d'affaires avisé, il a des atouts sérieux à faire valoir.

Une fois le Président Alassane Ouattara retiré de la vie politique ivoirienne qu'il aura tant aidé à reconstruire, il ne restera à ses compatriotes reconnaissants qu'à se préparer à lui rendre un ultime hommage en bâtissant un mausolée digne de l'homme d'État et de sa Première Dame, dans lequel le couple, symbole de l'union et de la diversité des peuples en Côte d'Ivoire, viendra, le moment venu, dormir à jamais en terre ivoirienne, cette patrie qui est la leur, si opiniâtrement revendiquée et si magnifiquement méritée, défendue et honorée.



Dr. ALAIN SAINT-SAËNS

Agrégé d'Histoire, Paris-Sorbonne (France),
Docteur et Docteur Habilité de l'Université de Toulouse (France),
Ancien Membre Scientifique de l'École des Hautes Études Hispaniques,
Casa Velázquez, Madrid (Espagne),
Professeur d'Histoire des Relations Internationales,
Institut des Hautes Études Stratégiques,
Ministère de la Défense,
Asunción (Paraguay)

Expert International en Éducation
(Côte d'Ivoire),
Président de la Fédération des Directeurs et Directrices
d'École de Bingerville-Est,
Directeur du Groupe Scolaire Saint Pedd les Archanges/
Collège International Jacques Chirac,
Bingerville (Côte d'Ivoire)

Avertissement au lecteur

Ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler la crise post-électorale ivoirienne continue de faire couler tellement d'encre et de salive que s'aventurer encore à en parler pourrait passer pour, soit de l'audace, puisqu'il va falloir dépasser ce qui en été dit jusqu'ici, soit de la stupidité, au risque de se faire une caisse de résonnance de ce qui a été dit, et même bien dit.
Mais, entre les deux tendances, mon approche, modeste dans ses intentions, ne vise pas tant à rechercher les causes profondes de ces « moments douloureux » que la Côte d'Ivoire a vécus qu'à en capter un aspect, les défis auxquels la nouvelle administration sera certainement confrontée et qui, s'ils ne sont pas vigoureusement pris à bras-le-corps, risquent à tout jamais de créer une situation pire que celle que les Ivoiriens ont vécue.
En d'autres termes, ce livre, bien qu'abordant à bien des égards certains épisodes des diverses crises socio-politiques et économique et sociales qui se sont succédé en Côte d'Ivoire depuis 1993, à la mort de Félix Houphouët-Boigny, ne saurait avoir la prétention de s'attaquer à ses causes, ni d'en référer aux auteurs réels ou présumés, encore moins de situer leurs diverses responsabilités.
Ceci étant, si certains lecteurs s'attendent à voir aborder ces aspects dans cet essai, ils seront, à coup sûr, désappointés, car loin de vouloir alimenter ou susciter la polémique qui a encore cours entre les présumés *vainqueurs* et les *vaincus*, presque cinq (5) après ces péripéties historiques douloureuses, il voudrait plutôt toucher du doigt les défis de la reconstruction, mais surtout ceux liés à la réconciliation, en vue de reconstituer le tissu socio-politique profondément détérioré et amorcer le développement de manière durable dans une société ivoirienne foncièrement polarisée et fracturée.

Avant-propos

Le 11 avril 2011 constitua le dénouement d'une crise politique et militaire issue d'une élection présidentielle controversée qui opposa Alassane Ouattara au président sortant, Laurent Gbagbo, au terme de laquelle celui-ci fut expulsé *manu militari* par les forces conjointes de la Licorne, de l'Onuci et des FRCI. Alassane Ouattara « hérite », alors, d'un pays profondément meurtri, divisé et économiquement exsangue. Les premiers défis auxquels il est confronté sont la restauration des grands équilibres budgétaires, l'assainissement des finances publiques, la reconstruction et la réconciliation sociale.

Comme dans tout contexte de cette nature, il va nécessairement en résulter une situation assez paradoxale où la population, meurtrie et épuisée par plus d'une décennie de conflits politico-militaires, se voit, enfin, soulagée d'avoir retrouvé la paix, mais sera, du coup, impatiente de vouloir profiter immédiatement des dividendes de cette paix retrouvée; ce qu'il sera impossible de réaliser, du moins pas dans un avenir aussi proche que l'on aurait espéré, car comme le dit Collier, après tout conflit, tous les secteurs sont prioritaires.

Certes, celui qui est apparu en 1990 comme l' «homme providentiel » recèle de nombreuses qualités, dont celle d'être proactif par le biais de nouvelles réformes.

Mais, le contexte de 1990, si explosif fut-il, ne saurait être comparé à celui qui suivit la crise post-électorale, même si l'on peut aisément établir un net parallèle entre le contexte qui prévalut entre 1990 et 1993, où Alassane Ouattara, après être appelé d'urgence au chevet de l'économie ivoirienne, a réussi à redresser l'économie à force de réformes, mais n'a laissé que grogne et remous sociaux après 3 années de gestion..

Alors, il est évident que les défis qui attendent le nouveau locataire du palais présidentiel d'Abidjan sont nombreux et divers tant dans leur forme que dans leur complexité. Mais, il s'agit, avant tout, de rétablir les grands équilibres budgétaires et macro-économiques, assainir les finances publiques, en vue de relancer l'économie à travers un train de mesures et de réformes devant attirer ou maintenir les investisseurs privés.

En revanche, les secteurs sociaux demeurent les parents pauvres dans le processus d'arbitrage dans l'allocation des ressources, les secteurs sociaux, même s'ils ne sont pas négligés en tant que tels, seront les parents pauvres.

Aujourd'hui, entre mutineries militaires et revendications politico-syndicales tous azimuts, la Côte d'Ivoire est à un tournant crucial de son histoire, et le président Alassane Ouattara doit opérer un choix cornélien.

Il va sans dire que de la pertinence des réponses apportées par l'administration du président Alassane Ouattara à ces diverses crises sociales dépendra des chances d'une stabilité durable du pays.

Sigles et acronymes

AEJ : Agence Emploi Jeunes
AFD : Agence française de développement
AGEPE : Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi
AGOA : African Growth and Opportunity Act (Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique).
AIC : Application industrielle du caoutchouc
AICD : African Infrastructure Country Diagnostic (Diagnostic des infrastructures nationales en Afrique)
ALENA : Accord de libre-échange nord-américain
ALPC : Armes légères et de petits calibres
BM : Banque mondiale
BCEAO : Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIC : Bénéfices industriels et commerciaux
BICICI : Banque internationale pour le commerce et l'industrie en Côte d'Ivoire
BID : Banque islamique de développement
BNC : Bénéfices non commerciaux
BNP : Banque nationale de Paris (Paribas)
BRVM : Bourse régionale des valeurs d'Abidjan
BTP : Bâtiment et travaux publics
CAISTAB : Caisse de stabilisation et de soutien aux prix des produits agricoles
CARP : Crédits à l'Appui de la Réduction de la Pauvreté (anglais *Poverty Reduction Support Credits- PRSC*)
CCCE : Commission consultative constitutionnelle et électorale
CCESP : Comité de Concertation entre l'Etat et le Secteur Privé
CCI : Centre de Commerce et d'Industrie
CCSR : Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion
CEDEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEI : Commission électorale indépendante
CENTIF : Cellule Nationale de Traitement de l'Information Financière
CEPICI: Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire
CFA : Communauté franco-africaine
CIDT : Compagnie ivoirienne de développement du textile
CIRES : Centre ivoirien de recherches économiques et sociales
CNE : Commission nationale d'enquête
CNPRA : Comité national de pilotage du redéploiement de l'Administration
CNPS : Caisse nationale de prévoyance sociale
CNS: Conseil National de Sécurité
CNSP: Comité national de salut public
CNUCC : Convention des Nations unies contre la corruption
COGES : Comité de Gestion des Etablissements Scolaires publics
ComNat-ALPC : Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération et la Circulation illicite des Armes Légères et de Petit Calibre
CPI: Cours pénal international
CPS: Conseil de paix et de sécurité
CRCC : Comité de Réforme de la filière Café/Cacao
CURDIPHE : Cellule universitaire de recherche et de diffusion des idées et actions politiques du Président Bédié
DSRP : Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

ECHO: European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations (Aide Humanitaire et Protection civile)
ECOMOG : Brigade de surveillance de cessez-le-feu de la CEDEAO
ENS : Ecole normale d'enseignement
ENSA : Ecole nationale supérieure d'agronomie
ENSEA : Ecole nationale de statistiques et d'économie appliquée
ENSTP : Ecole nationale supérieure des travaux publics
FAFN : Forces armées des Forces nouvelles
FAO : Fonds des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation
FDS : Forces de Défense et de Sécurité
FESCI : Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire
FMI : Fonds monétaire international
FN : Forces nouvelles
FNJ : Fonds national de la Jeunesse
FNUAP : Fonds des Nations unies pour la population
FPI : Front populaire ivoirien
FRCI : Forces républicaines de Côte d'Ivoire
FRT : Fonds de réserve technique
GAR : Gestion axée sur les Résultats (anglais, *Result Based Mnagament-RBM*)
GIABA : Groupe Intergouvernemental d'Actions contre le Blanchiment d'Argent
GUFE : Guichet des formalités des entreprises
HABG : Haute autorité pour la bonne gouvernance
HIPC : Heavily Indebted Poor Countries (Pays pauvres lourdement endettés)
IHPC: Indice harmonisé des prix à la consommation
IAB : Institut Agricole de Bouaké
IDH : Indice de développement humain
IGE : Inspection générale d'État
IIGA : Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine
IMAF : Institut des mondes africains
INSEE : Institut national de la Statistique et des Etudes économiques
INSET : Institut National Supérieur de l'Enseignement Technique
IRD : Institut de recherche pour le développement
LMP : La Majorité présidentielle
MEECI : Mouvement des Etudiants et Elèves de Côte d'Ivoire
MFA : Mouvement des forces d'avenir
MICS : Multiple Indicator Cluster Survey (Enquête à indicateurs multiples)
MINURCA : Mission des Nations unies en République centrafricaine
NACI: Nouvelle alliance de Côte d'Ivoire
NFI : Non Food Item (Articles ou produits non-alimentaires)
OCHA : Bureau des Nations unies pour la coordination affaires humanitaires
OIT : Organisation internationale du Travail
OMS : Organisation mondiale de la santé
ONU : Organisation des Nations unies
ONUCI : Organisation des Nations unies en Côte d'Ivoire
PAM : Programme alimentaire mondial
PARE/PME : Appui à la Revitalisation des Petites et Moyennes Entreprises
PAS : Programme d'ajustement structurel
PDCI : Parti démocratique de Côte d'Ivoire
PIB: Produit intérieur brut
PIT : Parti ivoirien des Travailleurs